

Les mirages de l'Europe de la défense

LE POINT DE VUE DE JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

Nul ne peut suspecter l'auteur de ces lignes d'être antieuropéen. Mais son expérience le conduit à constater que, souvent, les meilleurs ennemis de l'Europe sont ceux qui la parent de toutes les vertus, surtout de celles qu'elle n'a pas.

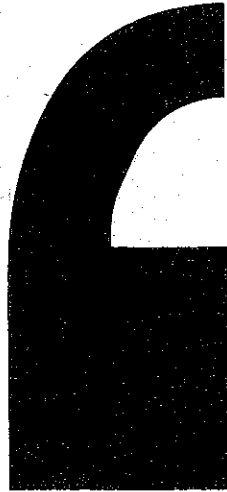
La France engage un nouvel exercice de définition du format futur de ses armées au moyen d'un nouveau Livre blanc. C'est l'occasion de remettre l'Europe à toutes les saucés, la présentant comme la solution à nos problèmes, qui, en l'occurrence, sont d'abord financiers.

Or force est de regretter que, pour l'Europe de la défense, c'est « calme plat » ou « morne plaine » ! Il n'y a pas d'accord entre les Européens sur une véritable stratégie de sécurité commune, l'Union, faute de se doter des moyens de la puissance, peine à exister comme un acteur mondial de plein exercice, son embryon de diplomatie commune méprise la dimension militaire de son rôle... La vérité est que le premier continent du monde par la richesse produite ne veut plus payer pour sa sécurité, qu'à tort il ne croit pas menacée, et que certains se satisfont de la présence américaine en Europe, dont le maintien vaut bien d'ailleurs quelques achats d'équipements militaires.

Donc, excuser la baisse des crédits militaires par la nécessité de participer à la construction de l'Europe de la défense est un leurre. La responsabilité de la France est toute particulière, car elle seule dispose avec le Royaume-Uni, d'un outil militaire complet, bien que fort malmené ces dernières années. Elle est donc impliquée dans la défense de l'Europe, qui devra autant se construire par l'exemple que par les coopérations. Si nous n'assumons plus des responsabilités européennes, comme en Libye, qui le fera ?

Par ailleurs, justifier la construction de l'Europe de la défense par la réduction des coûts est une erreur. Il n'y a pas d'exemples de programmes européens récents qui aient conduit à des économies.

Surtout, il n'y aura pas d'Europe de la défense sans industries nationales de défense fortes appelées à coopérer, sans esprit de juste retour et pas à 27. L'idée d'abandonner certaines de nos capaci-



Notre continent ne veut plus payer pour sa sécurité, qu'à tort il ne croit pas menacée.

tés à des entités ingouvernables, parce que d'abord « politiques » avant d'être industrielles, est contraire à l'intérêt européen et rend quasi impossible la construction future d'une industrie européenne de défense. On peut partager, on ne peut pas substituer.

De surcroît, l'Union européenne poursuit à tort son objectif d'ouverture des marchés de défense, comme s'il s'agissait de petits pois, en refusant toute notion de préférence européenne. Les résultats sont là : nos marchés de défense sont ouverts à nos alliés, qui nous ferment les leurs, comme l'exemple des avions ravitailleurs d'Airbus le rappelle. D'ailleurs, même en France, on évoque de plus en plus l'achat « *sur étageres* » de matériels non européens, qui menacent réellement l'avenir de l'industrie européenne.

L'idée selon laquelle, il faut faire baisser les prix de l'armement, au motif que nos industries seraient peu compétitives et que notre défense coûterait plus cher qu'ailleurs, est démentie par les chiffres de la Cour des comptes. La question de monopoles éventuels est-elle d'ailleurs adaptée à l'industrie de défense ? Les seuls critères pertinents en la matière doivent être de produire dans les temps des équipements performants, avec des coûts maîtrisés et prévisibles et du meilleur niveau technologique. Or la France n'est pas en retard, dispose de grands groupes de dimension mondiale et occupe le quatrième rang mondial

pour ses exportations. Notre pays conserve dans ce secteur tous les leviers autonomes d'une politique industrielle de long terme et si l'on veut que les entreprises coopèrent, il faut d'abord solidifier leurs situations en vue de coopérations industrielles, qui ne sont jamais que l'expression de rapports de forces.

En réalité, notre industrie ne souffre ni d'un retard technologique ni de compétitivité, elle manque de financements durables et stables, à l'image de ce qu'on constate aux Etats-Unis, en Chine, en Russie. Partout, les Etats financent, davantage que chez nous, la recherche de défense en amont pour garantir la pérennité des technologies et leur développement. C'est le prix de la sécurité.

Les Français sont attachés à leur armée et lui font confiance. Son rôle interne et externe est essentiel à l'unité du pays et indispensable à la construction future de la défense de l'Europe. Ils attendent que nous la préservions avec des projets concrets et que nous construisions l'Europe de la défense, sans échappatoire. Comme pour la crise financière, en matière de défense européenne, la réussite exige d'abord de mettre en ordre nos propres affaires par des efforts nationaux supplémentaires, avant de tirer profit de l'indispensable coopération.

Jean-Dominique Giuliani
est président de la Fondation
Robert Schuman